

**INSERM - Délégation Régionale PARIS ILE DE FRANCE CENTRE NORD**

**Immeuble Kadence**

**86 rue Regnault**

**CS 81471**

**75640 Paris cedex 13**

**Accord-cadre portant sur des prestations de vérifications périodiques  
et réglementaires et la maintenance des équipements et des  
installations du système de sécurité incendie et des extincteurs au  
profit des unités de recherche de la Délégation Régionale Paris IDF  
Centre Nord**

Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° et R.2161-2 à  
R.2161-5 du code de la commande publique.

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE .....	3
ARTICLE 2 : FORME DU MARCHE .....	3
ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT .....	4
ARTICLE 4 : DEFINITION DES INTERVENANTS .....	4
ARTICLE 5 : MONTANT DU MARCHE .....	4
ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE .....	5
ARTICLE 7 : DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	6
8.1 Prestations forfaitaires.....	6
8.2 Prestations unitaires.....	6
8.3 Modification du périmètre du marché.....	7
8.4 Constatation de l'Exécution des prestations .....	7
ARTICLE 9 : PRIX .....	7
9.1 Nature des prix .....	7
9.2 Forme et contenu du prix .....	8
9.3 Evolution du prix.....	8
9.4 Valeur limite du montant des pièces détachées incluses au forfait .....	8
9.5 Clause de sauvegarde .....	9
9.6 Modalités de transmission des prix révisés .....	9
ARTICLE 10 : MODALITES DE FACTURATION .....	9
ARTICLE 11 : MODALITES DE PAIEMENT.....	10
ARTICLE 12 : EXECUTION DES PRESTATIONS – OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	11
12.1 Obligations de conseil ou d'alerte .....	12
12.2 Obligations d'information.....	12
ARTICLE 13 : RESPONSABILITE EXCLUSIVE DU TITULAIRE A L'EGARD DE SON PERSONNEL .....	12
ARTICLE 14 : EMPLOI DE TRAVAILLEURS DE NATIONALITE ETRANGERE.....	12
ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE .....	12
ARTICLE 16 : OBJECTIFS DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE .....	14
16.1 Politique d'achat .....	14
16.2 Déplacements.....	14
16.3 Dans la gestion des déchets liés à son activité .....	15
ARTICLE 17 : CLAUSE DE PERFORMANCE SOCIALE .....	15
ARTICLE 18 : PENALITES.....	15
18.1 Non-respect des obligations environnementales .....	16
18.2 Reporting annuel de la performance sociale .....	16
ARTICLE 19 : CESSATION D'ACTIVITE DU TITULAIRE .....	16
ARTICLE 20 : ASSURANCE .....	17
ARTICLE 21 : CONFIDENTIALITE.....	17
ARTICLE 22 : DIFFERENDS- LITIGES.....	17
ARTICLE 23 : RESILIATION .....	17
23.1. Résiliation pour faute du titulaire.....	17
23.2. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	18
ARTICLE 24 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....	18

## **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet la vérification périodique et réglementaire et la maintenance des équipements et des installations du système de sécurité incendie et des extincteurs au profit des unités de recherches de la Délégation Régionale Inserm Paris IDF Centre Nord, conformément aux normes en vigueur à la date de notification du marché.

Les diverses installations du système de sécurité incendie sont énumérées et définies en annexe n°1 du Lot 1 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

La liste des extincteurs existants dans les bâtiments est présentée en annexe n°2 du Lot 2 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

La liste de ces installations est donnée à titre indicative. Un recensement précis des équipements concernés par les prestations sera effectué par le titulaire au démarrage du marché.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les sites concernés sont :

Pour le Lot n° 1 :

- Centre de Recherche Cardiovasculaire (PARCC) **Unité 970** -56 rue Leblanc - 75015 Paris
- Institut Cochin – Bâtiment Méchain – **Unité 1016** – 22 rue Méchain - 75014 Paris
- Institut de Psychiatrie et Neurosciences de Paris - **Unité 1266** – 102-108 rue de la santé - 75014 Paris
- Hôpital Bichat – Bâtiment Est/ouest - **Unité 1148** - 46 rue Henri Huchard – 75018 Paris
- Hôpital Saint-Louis – Institut de Recherche Saint-Louis Bâtiment Jean Bernard - **Unité 1342** – 1 Avenue Claude Vellefaux - 75010 Paris
- Hôpital Lariboisière – Bâtiment Viggo Petersen –**Unité 942, Unité 1132**, 2 Rue Ambroise Paré - 75010 Paris

Pour le Lot n° 2 :

- Centre de Recherche Cardiovasculaire (PARCC) **Unité 970** -56 rue Leblanc - 75015 Paris
- Institut Cochin – Bâtiment Méchain – **Unité 1016** – 22 rue Méchain - 75014 Paris
- Institut de Psychiatrie et Neurosciences de Paris - **Unité 1266** – 102-108 rue de la santé - 75014 Paris
- Délégation Régionale Paris Ile-de-France Centre Nord – **Bâtiment KADENCE** - 86, rue Regnault – 75013 Paris
- Hôpital Bichat – Bâtiment Est/ouest - **Unité 1148** - 46 rue Henri Huchard – 75018 Paris
- Hôpital Saint-Louis – Institut de Recherche Saint-Louis Bâtiment Jean Bernard - **Unité 1342** – 1 Avenue Claude Vellefaux - 75010 Paris

## **ARTICLE 2 : FORME DU MARCHE**

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Chaque lot du marché comprend des prestations à prix forfaitaires et des prestations à prix unitaires exécutées au moyen de bons de commande.

Les prestations à prix forfaitaire sont exécutées au moyen de bon de commande et ont pour objet :

- Pour le lot n° 1, la vérification périodique et réglementaire des équipements et des installations et leur maintenance préventive comprend la fourniture des consommables et des pièces détachées lorsque leur prix est inférieur à 100€ HT conformément aux dispositions de l'article 4.1 et 4.2 du CCTP.
- Pour le lot n° 2, la vérification périodique et réglementaire des extincteurs et leur maintenance préventive conformément aux dispositions des article 5.1 à 5.4 du CCTP.

Les prestations à prix unitaires pour chaque lot ont pour objet :

- La maintenance corrective des équipements et des installations conformément aux dispositions de l'article 4.3 et 5.5 du CCTP.
- Les interventions de maintenance évolutive (aménagement ou renouvellement des installations).

### **ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT**

Le présent accord-cadre est alloti et est composé de deux lots.

Chaque lot est traité en marché séparé avec ses propres caractéristiques.

**Le Lot n° 1** – Prestations de vérifications périodiques et réglementaires et de maintenance **des équipements et des installations du système de sécurité incendie** des unités de la Délégation Régionale Inserm Paris Ile-de-France Centre Nord.

**Le Lot n° 2** – Prestations de vérifications périodiques et réglementaires et de maintenance **des extincteurs** des unités de la Délégation Régionale Inserm Paris Ile-de-France Centre Nord.

### **ARTICLE 4 : DEFINITION DES INTERVENANTS**

La Délégation Régionale Paris Ile-de-France Centre Nord de l'Inserm est le Client, représentée par sa Déléguée Régionale, Madame Claire De MARGUERIE, ci-après dénommée « Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) ».

Le titulaire est le prestataire de services qui conclut les marchés avec le Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la personne publique. Ce responsable est désigné dans le présent marché par le terme représentant du titulaire.

### **ARTICLE 5 : MONTANT DU MARCHE**

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et pour un montant maximum annuel pour chaque lot.

Pour le Lot n° 1 : le montant maximum annuel du marché est fixé à 120 000 € HT.

Son montant sur sa durée totale (reconductions éventuelles comprises) est estimé à 160 000 € HT. Ce montant estimatif ne constitue aucunement un engagement contractuel.

Pour le Lot n° 2 : le montant maximum annuel du marché est fixé à 90 000 € HT.

Son montant sur sa durée totale (reconductions éventuelles comprises) est estimé à 120 000 € HT. Ce montant estimatif ne constitue aucunement un engagement contractuel.

### **ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la date de notification du marché. Il est reconductible trois (3) fois par période de 12 mois par tacite reconduction, sans toutefois excéder une durée totale de quatre ans.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

La non reconduction prend la forme d'une décision écrite de l'Inserm adressée en recommandée avec accusé de réception au titulaire au moins deux mois avant la fin de chaque période annuelle.

En application de l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur exécution doit être terminée au plus tard deux (2) mois suivant la fin du marché.

### **ARTICLE 7 : DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, pour chaque lot les pièces constitutives de l'accord cadre sont les suivantes et prévalent, en cas de contradiction, dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) pour chaque lot et ses annexes financières pour chaque lot renseignées, datées et signées ;
  - L'annexe financière 1 à l'AE au Lot 1 : Bordereaux de prix des prestations forfaitaires et des prix unitaires
  - L'annexe financière 1 à l'AE au Lot 2 : Bordereaux de prix des prestations forfaitaires et des prix unitaires
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes pour chaque lot
- L'annexe n°1 au CCTP pour le Lot n°1 – Liste des installations du système de sécurité incendie ;
- L'annexe n°2 au CCTP pour le Lot n°2 – Liste des extincteurs ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G – F.C.S) \* approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre du titulaire incluant son mémoire technique basé sur le cadre de réponse technique fourni dans les documents de la consultation.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

Toute clause figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes du titulaire, contraire aux autres pièces du marché est réputée non écrite.

\* Ces pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

## **ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

**Les présents marchés s'exécutent par émission de bons de commande.**

### **8.1 Prestations forfaitaires**

L'exécution des prestations de maintenance préventive débute après la notification des présents marchés et selon un calendrier présenté par le titulaire et accepté par l'Inserm.

Le calendrier sera établi par le titulaire, en concertation avec le responsable Immobilier de l'Inserm et les personnels de chaque site.

Pour chaque lot, un bon de commande annuel pour les prestations de type forfaitaire pour les vérifications périodiques et réglementaires et de la maintenance préventive des installations sera établi sur la base du prix forfaitaire fixé par le titulaire à l'Annexe financière N°1 à l'Acte d'Engagement pour chaque lot.

Les prestations s'exécutent dès la notification du marché, pour la durée fixée à l'article 6 ci-avant.

### **8.2 Prestations unitaires**

L'exécution des prestations de maintenance dite corrective et évolutive est déclenchée par l'émission de bons de commande par l'Inserm, en fonction du besoin.

Pour chaque lot, les opérations de maintenance corrective ou évolutive devront faire l'objet d'un devis détaillé comprenant la décomposition des prix des fournitures et de la main d'œuvre conformément aux prix fixés par le titulaire dans l'annexe financière 1 à l'Acte d'Engagement (AE) pour chaque lot.

Ce devis devra être validé par l'Inserm avant toute intervention et donnera lieu à l'émission de bons de commandes transmis au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande comportent les renseignements suivants :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la référence du marché et le lot concerné ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- l'adresse de l'unité concernée ;
- l'adresse de facturation
- le prix unitaire HT et TTC ;
- le montant total hors taxes et toutes taxes comprises.

Le prestataire devra se conformer aux instructions données par les bons de commande notifiés par le RPA.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur durée d'exécution ne saurait excéder trois mois après cette date.

### 8.3 Modification du périmètre du marché

En cas de modification, suppression ou extension des installations ou en cas d'ajout ou de suppression d'un site, un avenant est conclu.

Le nouveau prix sera déterminé dans un devis établi par le titulaire et accepté par le pouvoir adjudicateur, par analogie avec les installations existantes similaires et en fonction des caractéristiques de la nouvelle installation si elle est unique ou du site concerné.

En cas de changement de réglementation, le titulaire doit proposer à l'administration de la délégation régionale, les adaptations au présent contrat et les conditions financières de ces évolutions. En cas de désaccord sur celle-ci, le marché est liquidé en tenant compte des prestations exécutées ; pour le reste du marché, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

### 8.4 Constatation de l'Exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par l'agent réceptionnant la livraison au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de la prestation de service, conformément aux articles 27 et 28.1 et 30 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 9 : PRIX**

### 9.1 Nature des prix

Les présents marchés sont passés pour partie à prix forfaitaire et pour partie à prix unitaires :

- **Pour les prestations de maintenance préventive** : par application du montant global et forfaitaire annuel indiqué dans l'annexe financière n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) de chaque lot, valant décomposition du prix global et forfaitaire annuel par bâtiment / site ;

Ce prix comprend les frais correspondants à l'obligation faite à l'entreprise contractante de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des opérations de vérification et de remise en état de fonctionnement normal.

- **Pour les prestations de maintenance corrective** : par application aux quantités réellement réalisées des prix du bordereau des prix unitaires indiqués dans l'annexe financière n°1 à l'Acte d'Engagement de chaque lot.

Les pièces de rechange que l'entreprise contractante doit fournir au titre des prestations de maintenance corrective sont facturées sur la base des prix unitaires des pièces détachées et du taux de main d'œuvre figurant dans le bordereau des Prix Unitaires de l'annexe financière 1 à l'AE de chaque lot. Ces prix comprennent les frais de déplacement.

Pour les fournitures non prévues au bordereau des prix unitaires, les prix applicables seront ceux indiqués dans le catalogue des prix du fournisseur (catalogue et tarifs à fournir avec l'offre). Dans le cas où des prestations ne seraient pas prévues dans le Bordereau des Prix Unitaires, le titulaire fera un devis pour ces fournitures en appliquant le taux de main d'œuvre fixé dans le Bordereau des Prix Unitaires de l'annexe financière 1 à l'AE de chaque lot. Une fois le devis accepté et le bon de commande émis, les prestations pourront être exécutées.

- **Pour le renouvellement de matériel et extension du parc** : Tout remplacement ou rajout de matériel fera l'objet d'un devis préalable sur la base des prix fixés dans le Bordereau des Prix unitaires et du taux de main d'œuvre fixés à l'annexe financière n°1 à l'AE pour chaque lot.

Ce prix comprend la pose, le pictogramme la numérotation la signalisation, les frais de déplacement.

### 9.2 Forme et contenu du prix

Les prix des présents marchés sont les prix exprimés en Euros (€) HT, mentionnés dans les annexes financières 1 à l'AE pour chaque lot.

Ils sont basés sur les conditions économiques en vigueur à la date limite de réception des offres, soit le mois de **SEPTEMBRE** 2025. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les articles référencés à l'annexe financière 1 à l'AE de chaque lot sont facturés selon un prix unitaire.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations.

Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix des présents marchés.

Les prix indiqués dans l'annexe financière n°1 à l'AE pour chaque lot comprennent toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que tous les frais relatifs à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

### 9.3 Evolution du prix

Les prix du marché sont fermes la première année, puis révisables selon les conditions ci-dessous.

Le prix initial sera révisé par l'application de la formule de prix suivante :

$$P_r = P_0 \times \left( \frac{I_m}{I_0} \right)$$

$P_0$  : Prix initial du marché

$P_r$  : Prix révisé

$I_m$  : Valeur de l'indice de référence définitif publié le plus récemment à la date de demande de la révision des prix

$I_0$  : Valeur de l'index de référence du mois de remise des offres.

La valeur de l'index de référence pour la révision des prix du marché public est la suivante : (BtoB) – « CPF 80.20 – Services de systèmes de sécurité – identifiant 010766458.

Tout calcul effectué à l'intérieur de la formule de révision est arrêté à la quatrième décimale ; le coefficient obtenu est limité à trois décimales après arrondissement par défaut lorsque la quatrième décimale est inférieure à 5, par excès dans les autres cas.

### 9.4 Valeur limite du montant des pièces détachées incluses au forfait



En ce qui concerne la valeur limite du montant des pièces détachées incluses au forfait, soit 100 euros HT, dans le cadre des prestations de maintenance préventive définies au lot N° 1 du présent marché, cette valeur ne sera pas révisée.

#### 9.5 Clause de sauvegarde

Lorsque la hausse des tarifs (révision) a pour effet de majorer de plus de 3%, les prix précédemment appliqués, le RPA se réserve la possibilité de résilier en partie ou en totalité le présent marché, sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité en dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS.

#### 9.6 Modalités de transmission des prix révisés

Le titulaire est tenu de transmettre sa proposition de révision de prix calculé selon la formule ci-avant, **deux (2) mois avant la date anniversaire du présent accord cadre**, par lettre recommandée ou par e-mail à l'adresse : [achats.dr-idfcn@inserm.fr](mailto:achats.dr-idfcn@inserm.fr), avec les éléments de révision des prix [la valeur de l'indice au mois zéro (mois de remise des offres), la valeur du dernier indice connu à la date de la demande de révision et le coefficient de révision].

Les informations ci-dessus sont à envoyer à l'adresse suivante :

**Inserm Délégation Régionale Paris IDF Centre Nord – Service Achats – Immeuble Kadence – 86  
rue Regnault – 75013 Paris**

A défaut de transmission, dans les délais, de la demande de révision des prix, le marché s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le prestataire ne puisse formuler aucune réclamation.

L'Inserm DR PARIS IDF CENTRE NORD dispose d'un mois pour accepter les prix révisés. Le silence vaut acceptation de la proposition de prix révisés transmis par le titulaire. Dans ce cas, la révision prend effet à la date anniversaire prévue à l'article 6 ci-dessus.

En cas d'erreur sur la proposition transmise, l'Inserm DR PARIS IDF CENTRE NORD informe par écrit le titulaire de sa décision de rejet. Dans ce cas, les anciens prix sont reconduits jusqu'à l'acceptation des nouveaux prix. L'acceptation n'a pas d'effet rétroactif.

### **ARTICLE 10 : MODALITES DE FACTURATION**

Pour le paiement de ses prestations, le titulaire adresse une facture « original » correspondant aux prestations fournies et correspondant à l'exécution de prestations stipulées dans le bon de commande qui a été émis par le RPA.

Les factures pour les prestations forfaitaires sont établies annuellement, à terme échu et accompagnée du rapport d'intervention signé pour chaque site.

Les factures pour les prestations de maintenance corrective et évolutive sont établies après réalisation des prestations.

Les factures sont libellées au nom de INSERM – Délégation Régionale PARIS IDF Centre Nord et indiquent, outre les mentions légales, les informations suivantes :

CCAP- Accord-cadre portant sur des prestations de vérifications périodiques et réglementaires et la maintenance des équipements et des installations du système de sécurité incendie et des extincteurs au profit des unités de recherches de la Délégation Régionale Inserm Paris IDF Centre Nord

- Les noms et l'adresse du créancier ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ou l'IBAN complet ;
- La référence du présent marché correspond au numéro de marché figurant sur l'acte d'engagement de chaque lot ;
- Le nom et l'adresse de l'unité de recherche destinataire de la prestation ;
- La désignation des prestations exécutées ;
- La quantité de prestations exécutées ;
- L'adresse du site / bénéficiaires des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées ;
- Les taux et montant de la TVA en vigueur ;
- Le montant TTC des prestations exécutées.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

### **Facture dématérialisé : portail Chorus Pro**

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, l'ensemble des demandes de paiement seront transmises obligatoirement par le titulaire via le portail Chorus Pro : <https://choruspro.gouv.fr>.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont obligatoirement :

Le **numéro de marché de chaque lot** figure sur l'Acte d'Engagement et dans l'annexe financière 1 à l'AE.

Pour chaque Lot, les références sont les suivantes :

- Le numéro de Marché : (n° figurant sur l'Acte d'engagement de chaque lot)
- Le numéro de Siret \* : **18003604802425**
- Le Code service\* : **DRPNO**
- Le numéro d'engagement juridique\* (= le numéro du bon de commande qui a été émis par le RPA pour le lot n°1 et pour le lot n°2).

\*Ces informations se trouvent dans le cadre « Références à rappeler dans Chorus Portail Pro » du bon de commande Inserm.

### **ARTICLE 11 : MODALITES DE PAIEMENT**

Les sommes dues sont payées par virement au compte ouvert au nom du titulaire et précisé à l'acte d'engagement.

Le délai de paiement des sommes dues au titre du présent accord cadre est de 30 jours, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense ou à compter de

la date d'exécution des prestations dudit accord-cadre lorsqu'elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire dont le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, en sus des intérêts moratoires, de 40 €.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le mandat est la Déléguée Régionale de la Délégation Régionale Inserm Paris IDF Centre Nord.

Le Comptable assignataire de la dépense chargé du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Régionale Inserm Paris IDF Centre Nord, joignable à l'adresse mail suivante : [acs.dr-idfcn@inserm.fr](mailto:acs.dr-idfcn@inserm.fr).

L'Ordonnateur et l'Agent comptable secondaire sont situés à l'adresse suivante :

**Délégation Régionale Inserm Paris Ile-de-France Centre Nord**  
**Immeuble Kadence**  
**86 rue Regnault**  
**75013 PARIS**

## **ARTICLE 12 : EXECUTION DES PRESTATIONS – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Dans le cadre du présent accord cadre, le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations de manière continue. Il est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications définies dans les documents de l'accord cadre et conformément aux modalités décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le titulaire doit posséder les compétences requises au regard de la nature des prestations qu'il assure dans les différentes parties de sa mission. Les compétences du titulaire sont fixées dans sa proposition (mémoire technique). La bonne exécution des prestations dépendant de ces compétences, le titulaire a l'obligation de préserver les mêmes compétences que celles proposées dans son offre initiale, pendant toute la durée du marché.

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment demander le remplacement d'un ou de plusieurs membres de l'entreprise du titulaire, s'il le juge nécessaire. À ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant à compétences équivalentes et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent. À défaut de remplaçant ou si le remplaçant est récusé dans le délai d'un mois, le pouvoir adjudicateur pourra envisager la résiliation pour faute du titulaire conformément à l'article 41 du CCAG-FCS.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord cadre.

Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord cadre.

### 12.1 Obligations de conseil ou d'alerte

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

### 12.2 Obligations d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'Inserm tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de notifier à Madame Claire De Marguerie, Déléguée Régionale de la Délégation régionale Inserm Paris-IDF Centre Nord avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
  - à la forme de l'entreprise,
  - à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
  - à son adresse ou à son siège social,
  - à son identification bancaire,
  - à son capital social,
- et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

En outre, le titulaire est tenu de produire les pièces mentionnées à l'article D8222-5 ou D8222-7 et -8 du code du travail tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché. La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite <http://www.e-attestations.com/fr/>.

### **ARTICLE 13 : RESPONSABILITE EXCLUSIVE DU TITULAIRE A L'EGARD DE SON PERSONNEL**

Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations, objet du présent accord cadre demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du titulaire.

Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du titulaire. Il est rémunéré par ce dernier et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du titulaire.

L'Inserm ne peut être amené à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

### **ARTICLE 14 : EMPLOI DE TRAVAILLEURS DE NATIONALITE ETRANGERE**

Le titulaire doit remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

### **ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE**

### 15.1 Obligation de déclaration des sous-traitants

L'accord cadre inclut la possibilité pour le titulaire de recourir à la sous-traitance sur une partie des prestations objet du présent accord-cadre.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences des articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du Code de la Commande Publique.

#### a) Présentation d'un sous-traitant lors du dépôt de l'offre.

Le dossier de candidature du sous-traitant présenté à l'agrément du maître d'ouvrage comprend :

- Une déclaration spéciale signée par le sous-traitant et le titulaire en utilisant l'imprimé DC4 élaboré par la direction des affaires juridiques du ministère de l'Économie et disponible sur site internet à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou un document mentionnant : la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; et comportant la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.
- 

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

#### a) Présentation d'un sous-traitant pendant l'exécution du marché

Pour chaque sous-traitant présenté en cours d'exécution du marché, le titulaire doit adresser à l'Inserm (Délégation Régionale Paris-IDF Centre Nord) en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- Une déclaration spéciale signée par le sous-traitant et le titulaire en utilisant l'imprimé DC4 élaboré par la direction des affaires juridiques du ministère de l'Économie et disponible sur site internet à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou un document mentionnant : la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; et comportant la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur.

Les obligations qui incombent au titulaire dans ce cadre s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Lorsque le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant est payé directement par l'acheteur.

Les personnels réalisant les prestations devront pouvoir à tout moment prouver, sur simple demande de l'Inserm, qu'ils sont bien dûment employés par le titulaire du marché, soit par un sous-traitant qui aurait été accepté par l'Inserm.

## **ARTICLE 16 : OBJECTIFS DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE**

Le pouvoir adjudicateur, dans le cadre de sa politique de développement durable souhaite que ses partenaires adoptent une conduite vertueuse en matière de protection de l'environnement.

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre un plan de suivi visant à garantir l'utilisation efficace de l'énergie dans le cadre de la maintenance des équipements et des installations du système de sécurité incendie et des extincteurs, objet du présent marché.

Ce plan de suivi devra être élaboré et présenté à l'Inserm dans un délai de six (6) mois à compter de la date d'entrée en vigueur du marché.

Le plan de suivi mentionné ci-dessus peut reposer sur les principes et les lignes directrices énoncés dans la norme ISO 50001 ou sur toute autre norme ou méthode reconnue internationalement pour la gestion de l'énergie.

Le Titulaire est tenu d'inclure dans ce plan les mesures et les indicateurs appropriés permettant d'évaluer et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'énergie dans les installations entretenues. Le Titulaire s'engage à effectuer un suivi des consommations actuelles et à proposer un plan de progrès pour réduire l'utilisation d'énergie, en collaboration avec l'Inserm.

Le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec l'Inserm en fournissant toutes les informations nécessaires pour faciliter la mise en œuvre du plan de suivi et la réalisation des objectifs d'efficacité énergétique.

### **16.1 Politique d'achat**

Le Titulaire doit sélectionner en priorité des fournisseurs et des fabricants ayant pris des engagements vis-à-vis du développement durable et privilégier :

- les produits recyclables et/ou limitant les consommations d'énergie,
- les produits possédant l'Écolabel européen et/ou certifiés NF environnement,
- les fournisseurs certifiés ISO 14001.

Le titulaire tient une liste de ces fournisseurs à jour qui est tenue à la disposition de l'Acheteur et sur laquelle figurent les engagements.

### **16.2 Déplacements**

Pour se déplacer sur les différents sites de l'Inserm, le Titulaire privilégie les déplacements à pieds, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié

(GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.  
Les véhicules relèvent de la vignette Crit'Air1.

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le Titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur à tout moment sur simple demande, les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés (cartes grises des véhicules avec mention de la catégorie Crit'Air, abonnement, titre de transport...). Des contrôles pourront être opérés notamment lors de la présence de véhicules ou de personnes sur l'un des sites d'exécution de la prestation objet du présent marché.

### **16.3 Dans la gestion des déchets liés à son activité**

Le titulaire assure le conditionnement, l'enlèvement et la destruction de tous les déchets (matériels, matériaux, équipements et matériels usagés) générés dans le cadre de l'exécution des prestations.

À ce titre le titulaire doit notamment :

- Limiter les déchets de fonctionnement (matériaux, accessoires de nettoyage, graisses, huiles ...),
- Assurer le conditionnement, l'enlèvement et la destruction des tous les déchets (matériels, matériaux, équipements et matériels usagés) générés dans le cadre de l'exécution des prestations.

À tout moment, le titulaire doit pouvoir apporter la preuve de la parfaite traçabilité du processus de traitement des déchets (Certificats de destruction, Agréments de transport, Bordereaux de Suivi des Déchets, ...) vers des filières de valorisation.

### **ARTICLE 17 : CLAUSE DE PERFORMANCE SOCIALE**

Le titulaire s'engage à soumettre à l'adresse : [achats.dr-idfcn@inserm.fr](mailto:achats.dr-idfcn@inserm.fr) un rapport annuel, avant le 31 mars de chaque année, détaillant les actions sociales mises en œuvre dans le cadre du marché (ex. emploi local, formation à l'insertion, sensibilisation à la diversité).

Ce rapport devra inclure des indicateurs mesurables (nombre d'heures, personnes impliquées) et des pièces justificatives (attestations, fiches de paie, bordereaux).

- Vérification : Le rapport sera examiné par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) INSERM pour s'assurer du respect des engagements sociaux. Des contrôles ponctuels pourront être effectués sur demande.

- Sanction : En cas de non-soumission ou de rapport incomplet, les pénalités fixées à l'article 18 du CCAP seront appliquées.

### **ARTICLE 18 : PENALITES**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le titulaire se verra appliquer les pénalités suivantes :

Définition des pénalités	Unité de calcul	Montant des pénalités forfaitaires en € HT
Retard d'intervention en cas de dépannage dans le délai fixé à l'article 4.4 et 5.5 du CCTP.	Par manquement	150 € par manquement et par site

Retard d'intervention pour la maintenance corrective (suite à demande d'intervention) dans le délai fixé à l'article 7.4 du CCTP.	Par jour	150 € par jour de retard
Retard dans le délai de livraison de fournitures fixé à l'article 7.4 du CCTP	Par jour	100 € par jour de retard
Retard de remise en service dans le cas d'une installation non fonctionnelle selon le délai fixé à l'article 7.4 du CCTP.	Par jour	150 € par jour de retard
Retard de transmission du compte-rendu d'intervention selon le délai fixé à l'article 7.1 CCTP.	Par jour	50 € par jour de retard
Retard dans la fourniture du planning annuel d'entretien préventif selon les délais fixés aux articles 4.2 et 5.2 du CCTP.	Par jour	100 € par jour de retard
Non-respect des dates de visite de maintenance préventive selon le calendrier proposé et validé	Par manquement	100 € par manquement et par site
Absence d'information de l'arrivée du technicien ou de l'information de fin de l'intervention du technicien	Par manquement	50 € par manquement et par site
Absence de maintenance préventive annuelle	Par manquement	500 € par manquement
Absence de transmission du compte-rendu d'intervention conformément à l'article 7.1 du CCTP.	Par jour	100 € par jour de retard
Absence de transmission des rapports annuels conformément à l'article 7.3 du CCTP.	Par manquement	100 € par manquement
Absence de transmission des inventaires exhaustifs annuels conformément à l'article 6.6 du CCTP.	Par manquement	100 € par manquement

### **18.1 Non-respect des obligations environnementales**

<b>Définition des pénalités</b>	<b>Montant des pénalités forfaitaires en € HT</b>
Non communication sur demande, des justificatifs liés à la protection de l'environnement	50 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'Etablissement
Non-respect des mesures en faveur de la protection de l'environnement	Pénalité forfaitaire de 100 € par manquement par rapport aux dispositions comprises dans partie 3 du CRT du titulaire

### **18.2 Reporting annuel de la performance sociale**

En cas de non – soumission de rapport ou de rapport incomplet tel que défini à l'article 17 du présent CCAP, une pénalité de 0.5% du montant du lot sera appliquée par mois de retard et jusqu'à un maximum de 3% du montant annuel du lot.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue. Toutes les pénalités sont forfaitaires et cumulables.

## **ARTICLE 19 : CESSATION D'ACTIVITE DU TITULAIRE**

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société, cette dernière serait obligatoirement tenue de poursuivre l'accord-cadre en cours d'exécution, aux mêmes conditions d'engagement conformément aux dispositions de l'article R.2194-6 du Code de la Commande Publique.



**Toute cession doit être signifiée à l'Inserm dans un délai d'un (1) mois avant sa date d'effet par tous moyens permettant d'attester sa bonne réception. Un avenant de transfert sera alors passé afin que la nouvelle société puisse continuer à exécuter les prestations de l'accord-cadre.**

## **ARTICLE 20 : ASSURANCE**

Le titulaire reconnaît être assuré en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour l'Inserm des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, dommages causés par tout événement et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est souscrite auprès d'une compagnie d'assurance agréée et doit être maintenue pendant toute la durée du présent marché, elle couvrira entre autres :

- toute faute du titulaire ;
- les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent marché
- les actes de malveillance, etc.

Sur demande de l'Inserm, une attestation de la police souscrite et des justificatifs de renouvellement de ladite police devront être fournis.

## **ARTICLE 21 : CONFIDENTIALITE**

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation préalable écrite de l'Inserm DR Paris IDF Centre Nord, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du présent marché.

L'Inserm accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui.

## **ARTICLE 22 : DIFFERENDS- LITIGES**

Toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent accord cadre, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, est soumise au Tribunal Administratif de Paris.

Les litiges sont réglés par les lois et règlements du droit français.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Inserm d'une part et le titulaire d'autre part, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

## **ARTICLE 23 : RESILIATION**

### **23.1. Résiliation pour faute du titulaire**

L'Inserm met en demeure le titulaire lorsqu'il constate que celui-ci n'effectue pas la prestation commandée dans les conditions définies à l'accord-cadre. La mise en demeure s'effectue par envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception assorti d'un délai d'exécution de quinze (15) jours calendaires.

CCAP- Accord-cadre portant sur des prestations de vérifications périodiques et réglementaires et la maintenance des équipements et des installations du système de sécurité incendie et des extincteurs au profit des unités de recherches de la Délégation Régionale Inserm Paris IDF Centre Nord

Si la mise en demeure est infructueuse à l'issue de ce délai, l'Inserm peut résilier le marché. La résiliation aux torts du titulaire s'effectue à ses frais et risques, aucune indemnité n'est due au titulaire.

L'Inserm ne résilie pas le marché si, dans le délai imparti, les obligations précisées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ou si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

L'Inserm se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate sans indemnité due au titulaire si l'une des conditions suivantes est remplie :

- quand le titulaire déclare ne pas pouvoir tenir ses engagements
- quand le titulaire a commis des actes frauduleux au cours de l'exécution du marché
- quand le titulaire a été exclu des commandes publiques postérieurement à la conclusion du marché
- en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis par le titulaire relatifs à ceux mentionnés aux articles R2143-3 et suivants du Code de la Commande Publique ou de refus de produire ces pièces
- quand le montant des réfections ou des pénalités appliquées aux prestations rendues par le titulaire pour une période donnée atteint ou dépasse le montant de la rémunération prévue desdites prestations pour la même période.

#### 23.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, l'Inserm peut résilier l'accord cadre pour motif d'intérêt général sans indemnité due titulaire.

#### **ARTICLE 24 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

Articles du CCAP dérogeant au CCAG-FCS	Articles du CCAG- FCS auxquels le présent CCAP déroge
7	4.1
9.3	10.1.1
9.5	38 et 42
12	41
18	14.1.1
18	14.1.3
23.2	42